

DES ÉVOLUTIONS SOUS CONTRAINTE

LORS DU GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL DU 10 JUIN 2025, LA DIRECTION A PRÉSENTÉ LE BILAN DES ACTIONS MENÉES DANS LE CADRE DU PLAN DE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉTAT.

LA CFDT RÉAFFIRME LA NÉCESSITÉ DE POUVOIR DISPOSER DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS SUFFISANTS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS. SI CERTAINES AVANCÉES SONT À NOTER, LA CFDT DOUTE DE LA RÉELLE MOTIVATION DE LA DIRECTION, QUI SEMBLE S'ÊTRE INSTALLÉE DANS UNE ROUTINE INSTITUTIONNELLE PLUS QUE DANS UNE DYNAMIQUE VOLONTARISTE.

UN PLAN DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉTAT SOUS CONTRAINTE

Le Plan de Transition Écologique de l'État s'articule autour de 5 domaines : mobilité, gestion des bâtiments, achats, alimentation et sensibilisation. La Direction présente le tableau de bord des résultats des actions qu'elle a menées dans ce cadre (Cf [documents de travail](#)).

L'objectif affiché est une réduction des émissions de gaz à effets de serre de 17 % entre 2019 et 2025.

Les 3 domaines les plus émetteurs en termes de gaz à effets de serre sont :

- les achats (1/3),
- les déplacements (1/3),
- les consommations énergétiques (1/6).

Si des actions ont été engagées, la Direction rappelle que les moyens dédiés à Insee Vert demeurent contraints et que l'Institut peut difficilement renforcer sa communication sur le sujet.

La CFDT demande des moyens à la hauteur des ambitions. Les fiches de mission des référents « Insee Vert » prévoient 10 % de charge, mais sans reconnaissance formelle de décharge.

Au-delà de cette limite, la CFDT s'interroge sur la réelle motivation de la Direction : les actions menées relèvent davantage d'une routine institutionnalisée que d'une véritable dynamique de transformation écologique.

MOBILITÉ QUELQUES AVANCÉES

La Direction rappelle que réduire l'usage de la voiture est primordial et met en avant ses actions telles que :

- le relèvement du taux de remboursement des transports en commun qui passe de 50 à 75 %,
- la mise en œuvre du Forfait Mobilités Durables, désormais ouvert aux enquêteurs.

La CFDT déplore que le plan de mobilité durable ne soit pas réalisé au niveau de toutes les Directions, mais surtout au niveau national. Elle souligne que les leviers d'action concernent principalement le comportement individuel des agents et non les choix organisationnels de la Direction.

Aucune analyse n'est faite sur l'impact du télétravail au regard des déplacements domicile/travail comme s'y était engagée la Direction.

Des interrogations persistent : pourquoi des vols domestiques (intra-métropole) se réalisent-ils encore en avion ? Pourquoi les objectifs de mobilité en transports collectifs ne sont-ils pas atteints en Île-de-France ?

La Direction poursuit la réduction des places de stationnement dans les établissements.

La CFDT alerte sur l'absence de transports en commun dans certaines villes et interroge la Direction sur les marges d'interventions possibles auprès des collectivités pour discuter de la mise en place de transports ou navettes près des établissements de l'Insee.

L'Institut pourrait notamment s'appuyer sur les autres administrations lorsqu'elle se trouve en cité administrative. La Direction n'apporte pas de réponse.

INSEE VERT,
JUIN 2025



GESTION DES BÂTIMENTS ENTRE HÉTÉROGÉNÉITÉ ET DÉFIS TECHNIQUES

La CFDT pointe une grande disparité dans les équipements et les pratiques, concernant :

- les places de stationnement réservées aux vélos,
- les bornes de recharge de véhicules électriques,
- la gestion énergétique du parc immobilier,
- les équipements écoresponsables (toilettes, robinets, etc.),
- le tri et la valorisation des déchets.

La Direction se félicite des avancées sur la gestion technique des bâtiments, du programme de formation associé, et des économies de chauffage réalisées.

Par ailleurs, elle entend améliorer les mises en place d'équipements écoresponsables dans les bâtiments. Notamment, les toilettes double-flux seront uniformément installées dans les DR.

Elle rappelle que, in fine, le tri des déchets organiques est organisé par les municipalités dont il convient de connaître localement la mise en œuvre des dispositifs.

La CFDT regrette l'absence de données sur les émissions liées à l'externalisation des serveurs informatiques et demande un suivi de cet impact.

ACHATS DES PRATIQUES À CLARIFIER

Cinq directions régionales déclarent encore utiliser des plastiques à usage unique, la Direction souhaite investiguer.

Quant à l'objectif de 20 % de matériel informatique reconditionné, il est écarté au nom de l'homogénéité du parc informatique de l'Institut.

La CFDT regrette l'absence d'ambition sur les achats responsables.

ALIMENTATION PAS DE DONNÉES CONCERNANT L'EAU

La Direction reconnaît ne pas disposer de données relatives à la consommation d'eau ni aux repas pris dans les restaurants administratifs.

Elle évoque également l'aspect alimentaire, rappelant que les élus s'étaient opposés à l'imposition de repas végétariens dans les restaurants administratifs.

SENSIBILISATION DES AGENTS L'ENJEU OUBLIÉ ?

La CFDT met en exergue l'absence de campagne de sensibilisation massive auprès des agents, notamment prévue via une formation des cadres supérieurs.

Aucune donnée chiffrée n'est disponible à ce jour, mais la Direction envisage cependant leur diffusion.

Pour la CFDT, la transition ne peut se faire sans formation et culture commune de l'écologie.

POUR ALLER PLUS LOIN

[Insee vert : des objectifs bridés par un manque de moyens](#)

[Béges et travaux : une cohérence à peine visible](#)

[Béges de l'Insee : un bilan convenable qui demande à être amélioré](#)

[Insee vert : un plan d'evergure mais une liberté locale limitée](#)

[Réduction de l'empreinte carbone de l'insee, allons-y !](#)

[Page intranet Insee vert](#)

PROCHAINES RÉUNIONS

GT CSA du 4 novembre : Formation, Réforme de l'encadrement supérieur, Refonte des LDG Mobilité, Préparation des élections professionnelles.

FS plénière du 18 novembre

GT CSA du 25 novembre : RSU, Refonte des LDG Mobilité

CSA plénier du 9 décembre



VOS REPRÉSENTANTS CFDT A CE GT

Prisca Blancard,
Secrétaire Générale,
07 71 36 58 51

Stéphane Dupin,
DR Auvergne-Rhône-Alpes

Marielle Bigot,
Secrétaire générale adjointe

Stéphane Martin-Illac,
DR Nouvelle-Aquitaine
Arnaud Massieu,
DR Normandie